

# Genève perd ses très riches

## Lettre du jour

**Genève, 10 octobre** L'hémorragie est grave, selon les chiffres issus du Département des finances (DF) et dont les médias se sont fait l'écho le 10 octobre dernier. Entre 2010 et 2018, Genève a perdu près du quart (69 sur 300) de ses grands contribuables (1 million d'impôts et plus) tandis que seuls 34 sont arrivés dans la même période. Ainsi, le solde net des départs et des arrivées est de 35 grands contribuables perdus pour le canton de Genève.

Mathématiquement, ce sont des dizaines de millions en moins dans les caisses de l'État. Le DF se garde bien de communiquer sur les pertes que cela représente réellement. De là à imaginer que d'immenses fortunes sont parties pour être remplacées par de plus petites, il n'y a qu'un pas qui implique, alors, un manque de recettes vertigineux!

Ce serait se leurrer que de penser que les pertes se limitent à cela, car en considérant l'effet multiplicateur sur l'économie locale, une récente étude de la Haute École de ges-



tion genevoise et de l'Université de Genève estime, en outre, des pertes pour Genève de 530 à 700 millions en raison des dépenses de consommation qui ont, dès lors, lieu hors canton. Ces pertes ne résultent pas seulement du départ de 35 grands contribuables, même si cela y contribue franchement, mais aussi des 20 000 résidents genevois qui ont émigré en France voisine au cours de ces dix dernières années parce que Genève construit insuffisamment de logements en propriété.

La substance fiscale genevoise est la plus exploitée de Suisse. Elle est épuisée. L'impôt

sur la fortune - qui est le plus élevé de Suisse - est devenu, dans certains cas, insupportable. Ce faisant et au regard des dépenses de l'État qui, faute de maîtrise, ne cessent de croître, demandons-nous qui sera sollicité pour boucher les trous.

Les seuls propriétaires immobiliers qui occupent leur appartement ou leur villa? On pourrait y songer un instant lorsque l'on a pris connaissance du Plan financier quadriennal dévoilé par le Conseil d'État et qui prévoit 100 millions de recettes fiscales sur leurs dos. Mais il faudrait être très naïf pour penser qu'ils pourraient le supporter. Tout démontre, y compris les départs actuels des plus riches, qu'une hausse d'impôt est insupportable. Cette seule annonce est d'ailleurs susceptible de continuer à ouvrir la plaie des départs.

J'en appelle à la raison. Il est urgent de relâcher la pression fiscale à Genève et ce, précisément, pour espérer maintenir les recettes fiscales et les prestations qui en découlent.

**Pascal Pétroz, président  
de la Chambre genevoise immobilière**